

Zeitschrift: Domaine public

Band: - (1975)

Heft: 308

Artikel: Après le vote conjoncturel : mais qui a envoyé M. Chevallaz au Conseil fédéral?

Autor: [s.n.]

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1028534>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 08.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Mais qui a envoyé M. Chevallaz au Conseil fédéral?

Après le vote sur les articles conjoncturels, perplexité gouvernementale et perplexité des commentateurs patentés de la « vox populi »; en Suisse romande, de ci de là, et sur des airs triomphants, quelques appels en faveur de l'initiative Debétaz/Regamey pour une modification de l'article 89 bis de la Constitution. Bref, c'est le retour au néant, avec en prime l'affirmation d'une droite conservatrice en pleine euphorie.

Pour nous, la leçon du scrutin :

1. Une fois de plus, la droite prend la responsabilité d'une rupture du consensus de gouvernement. Et comment admettre que cette droite radicale, surtout dans les circonstances difficiles actuelles, au moment où le peuple succombe à une réaction compréhensible de repli, exploite démagogiquement le désarroi général et fasse fi de ses responsabilités ? Car ces responsabilités existent

bel et bien : la présence de M. Chevallaz au gouvernement en témoigne !

Le double jeu radical (une allure de formation gouvernementale et un comportement de parti d'opposition) peut compromettre tout le fonctionnement de la démocratie directe dans notre pays si les relais entre les partis et les institutions se trouvent systématiquement coupés. Sombre perspective pour le 8 juin prochain où un nouveau « non » facile serait encore plus dommageable.

D'ores et déjà, la leçon est claire pour le ministre des finances et ancien syndic de Lausanne : a-t-il, dans ces conditions, encore sa place au Conseil fédéral ? et si oui, qui représente-t-il ?

A noter enfin la situation paradoxale du PSS, seul parti gouvernemental à n'avoir pas fait défection (même au niveau cantonal), et qui, tout en ayant de sérieux motifs de se méfier d'un combat porté depuis toujours par les bourgeois, pâtit au premier chef de la défaite...

2. Une fois de plus, ambiguïté de la réponse du souverain. Si le projet officiel a été finalement refusé, cela traduit, à n'en pas douter une méfiance instinctive, et peu fondée en l'occurrence,

face à un certain dirigisme. Or dans la réalité économique et sociale helvétique, il n'y a pratiquement aucune chance pour que soit véritablement mis un frein à une concentration de plus en plus importante des pouvoirs conjoncturels entre les mains de spécialistes ayant au moins une vue des problèmes à l'échelle helvétique : le train est lancé, l'issue négative de la consultation du week-end dernier n'y fera rien, et en cela les espoirs des « vainqueurs » seront déçus. Une bonne occasion de contrôler la direction du convoi un peu plus démocratiquement est seulement perdue : les détenteurs actuels du pouvoir économique, jaloux de leurs privilèges, et habiles à camoufler leur prééminence sous des dehors libéraux, ont encore les mains libres.

3. Une fois de plus, il est bien sûr inutile de s'arrêter sur une défaite. Là, la participation au vote a été si faible, le « score » final si serré, que l'on voit fort bien le gouvernement remettre très rapidement les articles conjoncturels sur le métier. D'autant plus vite que, la crise aidant, de tous côtés viendront les appels pour une politique conjoncturelle digne de ce nom...

LA SEMAINE DANS LES KIOSQUES ALÉMANIQUES

Nouvelles feuilles

La conférence de presse du patronat des arts graphiques, dont la presse a largement rendu compte, a noté que seuls dix-neuf journaux n'ont pas enregistré de déficit en 1974. L'augmentation des charges et la diminution des produits ont été sensibles. Le volume des annonces a diminué de 4,8 % en juin 1974 et celui des offres d'emploi, à elles seules, de 13,3 %. En décembre ce recul était de 9,6 % (offres d'emploi 21,4 %) et en janvier 1975 le mouvement s'accroissait puisque le recul était de 24 % (emploi : 40 %).

Cette évolution n'empêche pas des éditeurs de fonder de nouvelles feuilles. Ce sont d'ailleurs des journaux de gauche pour lesquels la partie publicitaire n'a pas par expérience autant d'importance.

Le « *Leser Zeitung* » a publié son deuxième numéro. Premier bilan : cinq cent sept abonnés et quelques milliers d'exemplaires du numéro 1 vendus, ce qui assure la publication de deux à trois numéros. Dans ce numéro 2, un article très bien documenté sur « l'éjection » du rédacteur en chef de la revue féminine « *Annabelle* », coupable d'avoir cherché à sortir de la formule habituelle « Sois belle et tais-toi » pour aborder des problèmes vitaux d'une manière critique. Ce rédacteur avait au surplus parlé ouvertement des interventions des annonceurs au cours de l'émission télévisée « *Kassensturz* ». Depuis lors on a appris que la grande majorité de l'équipe d'« *Annabelle* » s'est solidarisée avec le rédacteur en chef et a quitté le bi-mensuel, dont le volume souffre aussi de la réduction des budgets publicitaires.

Un autre exemple : la « *National Zeitung* » publie chaque samedi deux suppléments de haut niveau

« *NZ am Wochenende* » (La fin de semaine de la NZ) et « *NZ Panorama* ». Auparavant il s'agissait de deux cahiers avec quelques pages de textes et autant, sinon plus, de publicité. Aujourd'hui, un seul cahier pour les deux suppléments (dix pages de textes et deux de publicité) !

Et pourtant le numéro zéro de l'hebdomadaire socialiste et syndicaliste zurichois « *AZ* » vient de paraître pour tenter de recruter cinq mille abonnés. Demi-format, seize pages, un déficit budgété de 150 000 francs sur un total de dépenses de 460 000 francs. De quoi donner le frisson !

Au surplus, on découvre chaque semaine de nouveaux journaux imprimés selon des procédés bon marché et renonçant à la publicité. Il conviendra de revenir un jour sur ce problème du « maquis » journalistique qui est probablement l'ébauche d'une solution pour une presse politique autonome.